

La Société civile cite les chantiers qui attendent le nouveau pouvoir

PANA, 25/08/2010 - Bujumbura, Burundi - Une dizaine d'associations de la Société civile burundaise ont rendu public, mercredi, à la veille de l'investiture de nouvelles institutions démocratiquement élues, un mémorandum de leurs attentes dans les domaines politique, social, économique et sécuritaire sur les cinq prochaines années. Le chef de l'Etat sortant, Pierre Nkurunziza, a été élu sur un score fleuve de plus de 92% des suffrages exprimés lors de la présidentielle du 6 juin dernier et prêterait serment jeudi pour un nouveau mandat de cinq ans.

Le mémorandum s'adresse particulièrement au Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD- FDD, parti présidentiel) qui est sorti largement vainqueur des élections communales, législatives et sénatoriales des mois passés. Dans le domaine politique, les associations signataires du mémorandum recommandent aux nouvelles institutions de la République d'éviter de la gestion du pouvoir les personnes impliquées dans le tournement des fonds publics à tous les niveaux. Dans le secteur de la Justice, la Société civile burundaise demande au nouveau pouvoir d'accroître l'action des instances judiciaires 'en vue de mettre un terme à l'impunité et la justice populaire'. Sur le plan économique, les signataires recommandent d'appliquer scrupuleusement le principe de la déclaration du patrimoine à l'entrée et la sortie des fonctions par les agents et mandataires publics. Au niveau social, la Société civile burundaise souhaite que soit privilégié le dialogue social dans le milieu du travail pour prévenir les grèves et recommande l'adoption d'une loi sur les successions, les régimes matrimoniaux ainsi que les libertés. Sur le plan sécuritaire, les signataires recommandent aux nouvelles institutions de la République de continuer le processus de désarmement au sein des populations.